

Hanson, Philip, Trade and Technology in Soviet-Western Relations. New York, Columbia University Press, 1981, 285 p.

Yakov M. Rabkin

Volume 13, numéro 4, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701435ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701435ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Rabkin, Y. M. (1982). Compte rendu de [Hanson, Philip, Trade and Technology in Soviet-Western Relations. New York, Columbia University Press, 1981, 285 p.] *Études internationales*, 13(4), 750–752. <https://doi.org/10.7202/701435ar>

pratiques courantes au cours des cinq dernières années.

Bernard DECALUWÉ

Département d'économie
Université Laval

HANSON, Philip, *Trade and Technology in Soviet-Western Relations*. New York, Columbia University Press, 1981, 285 p.

Le transfert de la technologie envers l'URSS et les autres pays communistes est devenu, surtout depuis l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, une cause célèbre. Les politologues et les journalistes chevronnés qui, auparavant ne faisaient guère attention à ce problème, ont, depuis 1979, produit une quantité d'analyses et de recommandations politiques. Le livre de Hanson ne fait pas partie de cette mode récente et se différencie de cette littérature tant par ses méthodes que par son envergure.

Avant de parler du livre dont l'actualité n'échappera pas même à des non spécialistes, je voudrais d'abord présenter l'auteur. Philip Hanson a connu une carrière diversifiée dont les deux axes principaux sont le monde universitaire et le service étranger. Un économiste bien formé, il a travaillé à Moscou et à Londres au service de Sa Majesté en s'occupant des affaires du commerce extérieur et du fonctionnement interne de l'économie soviétique. Ensuite il a enseigné tant en Angleterre qu'aux États-Unis, et depuis quelques années il s'est joint au *Centre for Russian and East European Studies* de l'Université de Birmingham. Ayant connu ce Centre lors de plusieurs visites de recherche que j'ai effectuées en Grande-Bretagne, je me suis rendu compte que parmi toutes les institutions qui s'occupent de l'analyse des sciences et des techniques soviétiques, le Centre reste à date inégalé. Une institution interdisciplinaire qui a déjà produit un ouvrage impressionnant intitulé « *The Technological Level of Soviet Industry* », le Centre accomplit la difficile (et, donc, rare) intégration de trois aspects qui devraient caractériser tout travail sur les spéci-

ficités nationales des techniques : connaître la société dont il s'agit, comprendre la nature des techniques que cette société engendre ou assimile et, finalement, savoir analyser les données selon les standards requis en sciences sociales. Pour moi, un livre consacré spécifiquement au rôle de transferts de technologies dans des relations soviéto-occidentales et écrit par Philip Hanson du prestigieux Centre de Birmingham devait donc répondre à des attentes assez élevées. C'est dans cet esprit-là que j'ai lu le livre et je veux en partager quelques impressions dans ce compte-rendu.

Le livre est divisé en trois parties. Dans la première partie l'auteur introduit le lecteur dans les problématiques du transfert de technologies et dans les spécificités du développement technologique soviétique et son interaction avec l'économie nationale en général. La deuxième partie, la plus longue, traite en détail de l'évolution des attitudes et des politiques soviétiques en matière d'importation de technologies. À la différence de beaucoup d'autres auteurs ayant écrit récemment sur le sujet, Hanson ne s'y arrête pas. Il analyse les façons dont les technologies occidentales (et, bien entendu, les extrême-orientales en provenance du Japon) ont été sélectionnées et assimilées par le système économique soviétique. Tout en s'appuyant sur des données concrètes (et en en fournissant des surplus dans les appendices qui accompagnent quatre des sept chapitres de la deuxième partie du livre) l'auteur ne se noie nullement dans le riche matériel empirique. Il en fait des observations qui intéresseraient tant les économistes que toute une gamme de spécialistes qui se préoccupent des importations technologiques soviétiques. En effet, l'auteur groupe dans la troisième partie de son ouvrage quatre chapitres interprétatifs dont, je vais présenter ici quelques points.

Tout d'abord, l'analyse de Hanson montre avec certitude que l'achat de technologies occidentales a été profitable à l'économie soviétique au-delà des limites qui auraient pu être atteintes, avec les mêmes ressources, par le processus de développement autarcique. Sans écarter les opinions des experts qui croient que les effets de ces importations sont

modestes à cause de l'inefficacité générale du système soviétique, l'auteur réduit l'ampleur de l'application pratique de telles opinions. Il conclut également que même en termes économiques (sans compter les facteurs stratégiques) le profit de l'Ouest en tant que système hypothétiquement uni est inférieur aux bénéfices que tire des importations de technologie l'Union soviétique. Hanson base cette conclusion sur trois considérations. D'abord les Soviétiques ont réussi à jouer les pays occidentaux les uns contre les autres en imposant ainsi des conditions favorables à l'URSS. Deuxièmement, la nature des échanges est inégale : l'URSS importe les commodités quasiment impossibles à obtenir sur d'autres marchés tandis que les pays occidentaux obtiennent de l'URSS surtout les matières premières dont la disponibilité ailleurs est presque toujours aussi bonne. Finalement, l'apport quantitatif de l'URSS dans le commerce extérieur de l'Ouest reste également marginal.

Or, les facteurs économiques seulement ne permettent pas, selon l'auteur, de suggérer des modifications sérieuses dans l'approche occidentale qui n'est jamais intégrée de par la nature même de l'Occident. C'est pourquoi Hanson dresse une liste de recommandations dont la réalisation, même partielle, doit contribuer à un renforcement éventuel de la position occidentale à l'égard du commerce avec l'URSS.

Tout d'abord, écrit Hanson, les contrôles sur des transferts de technologie vers l'Union soviétique doivent être de longue durée. Les effets des importations technologiques ne se font sentir qu'à long terme et, en plus, des arrêts ponctuels des ventes de technologie à l'URSS sont faciles à contrebalancer à l'aide d'une accélération subséquente des achats soviétiques. Car c'est l'URSS qui bénéficie surtout des échanges économiques Est-Ouest, les pays occidentaux ont en principe un levier potentiel dans leurs relations avec l'URSS. C'est pourtant évident que ce levier ne peut servir à influencer l'URSS qu'à condition que l'Ouest possède la volonté et la capacité de maintenir un embargo sur des produits ou des crédits pour une période de quelques années ou même une décennie. Ayant passé en revue

les différentes opinions politiques formulées à l'égard des transferts de technologie envers l'URSS, l'auteur recommande une approche sélective qui prendrait en considération le comportement soviétique dans d'autres sphères de relations Est-Ouest. Hanson se montre plutôt sceptique quant aux effets dits secondaires des transferts technologiques à l'Est qui pallieraient les désavantages économiques et politiques qu'il avait mis en relief. L'occidentalisation des élites soviétiques chargées d'effectuer ces transferts est souvent citée comme l'un de tels effets. Ces élites en se propageant dans les hautes sphères des décideurs soviétiques infecteraient le Kremlin avec le bacille occidental et rendait le Politburo plus ouvert vers l'Occident. Hanson remarque un cloisonnement de la fonction publique soviétique qui tend à limiter la mobilité des cadres spécialisés en commerce extérieur à l'extérieur de leurs institutions respectives. En plus, se demande l'auteur, pourquoi le contact des fonctionnaires soviétiques avec les hommes d'affaires occidentaux résulterait-il dans l'occidentalisation de l'apparatchik plutôt que dans la « prosoviétisation » du businessman ? Lénine avait prévu dans les années 1920 le besoin de cultiver des lobbys prosoviétiques dans les milieux d'affaires capitalistes, et les activités des leaders comme le président de Pepsi-Cola tendent à confirmer la perspicacité du fondateur de l'État soviétique. Quant à la libéralisation que des contacts commerciaux avec l'Ouest occasionneraient à l'intérieur de la société soviétique, Hanson reste encore plus sceptique car les transferts de technologies occidentales servent à masquer et même réduire le besoin des réformes économiques en URSS. D'autre part, les contacts avec l'Ouest étant un privilège inégalé à l'échelle sociale soviétique, les détenteurs de ce privilège auront intérêt à le renforcer et donc à limiter l'accessibilité de ces contacts, ce que l'on pourrait difficilement appeler une tendance libérale.

Le livre de Hanson est bien écrit, s'appuie sur des données solides et contient des conclusions et des recommandations longuement réfléchies. Ainsi, même les expectatifs élevés dont j'ai fait part au début n'ont pas

réussi à nuire à mon appréciation de cet ouvrage. Il me reste tout de même à y souligner une lacune. J'aurais voulu voir le phénomène de transferts technologiques envers l'URSS analysé en relation avec les échanges scientifiques soviéto-occidentaux. Une telle analyse aurait estimé le poids relatif que les dirigeants soviétiques attribuent à la science occidentale en tant que génératrice des techniques dont l'économie soviétique est un consommateur avide. Ainsi, le lecteur aurait mieux saisi la place de la science et de la technologie dans l'ensemble de la stratégie soviétique des contacts avec l'Occident. Cette critique est sans doute injuste car l'auteur n'avait pas formulé cette problématique en écrivant son ouvrage. Ceci ne nie pourtant pas l'importance de cette problématique pour la compréhension des relations soviéto-occidentales.

Yakov M. RABKIN

*Institut d'histoire et de sociopolitique
des sciences
Université de Montréal*

DÉFENSE ET ARMEMENT

JOHNSON, v. Alexis et PACKARD, George R. (sous la direction de). *The Common Security Interests of Japan, The United States and Nato* (Joint Working Group of the Atlantic Council of the United States and the Research Institute for Peace and Security, Tokyo). Cambridge (Mass.), Ballinger Publishing Company, 1981, 256 p.

Depuis le milieu des années 1970, les Américains, percevant ce que l'Atlantisme avait de trop étroit, ont cherché à lier plus fermement leurs alliés européens et le Japon. D'où la création de la Commission Trilatérale en 1973, et la tentative de mettre en oeuvre au début de l'administration Carter, un trilatéralisme dont, à dire vrai, les moyens et les buts n'étaient pas toujours clairement définis. Et de fait l'invasion de l'Afghanistan, la révolution iranienne, jointes aux rebondissements de la crise pétrolière ont montré avec éclat que face

aux menaces directes et indirectes de l'Union soviétique, les partenaires européens et asiatiques des États-Unis ne réagissaient pas avec toute la cohésion souhaitable.

Dans ce contexte, l'étude prospective faite par un groupe d'éminents spécialistes américains et japonais, sous les auspices de l'Atlantic Council of the U.S. et du *Research Institute for Peace and Security* de Tokyo, a pour but de rechercher les principaux problèmes qui peuvent entamer la solidité de l'OTAN et de l'alliance américano-japonaise et de proposer les moyens d'y remédier. L'ouvrage fait de neuf études thématiques, fournit une information assez abondante, mais aussi très fragmentée entre les différents chapitres. Mais le livre met bien en lumière le changement d'attitude survenu récemment au Japon, où le gouvernement et l'opinion sont de plus en plus conscients de la nécessité d'un effort de défense accru, ainsi que du resserrement des liens avec les États-Unis.

Cependant, il faut juger ce travail en fonction de ses buts : identifier clairement les intérêts communs en ce qui concerne la sécurité et faire des recommandations pour une action concertée. Or, à cet égard, il faut bien l'admettre, le résultat est assez décevant. D'abord malgré son titre, l'ouvrage traite presque exclusivement des problèmes du Pacifique, et aucun représentant de l'OTAN n'y a directement participé. Il n'apporte donc pratiquement rien sur la question particulièrement délicate du nécessaire renforcement des liens entre l'Europe et le Japon.

Ensuite et surtout, les auteurs ont supposé au départ que les États-Unis et leurs partenaires asiatiques et européens partageaient les mêmes valeurs : démocraties, nécessité du développement économique, libéralisation des échanges, accords monétaires sains (*sound*) et de nature à faciliter le commerce et les investissements. Parce que ce consensus à vrai dire vague et général, ne saurait être remis en question, pas plus que l'ordre monétaire et commercial mis en place par les États-Unis au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les auteurs ont dans l'ensemble une fâcheuse tendance à s'en tenir à des généralités, voire à